

Si le Portugal dénonce certains de ses engagements avec l'Alliance, il se trouvera à suivre l'exemple de deux autres membres du flanc sud qui ne sont plus parties aux ententes militaires. La France et la Grèce ont toutes deux refusé jusqu'ici de réintégrer leurs troupes dans la structure militaire de l'OTAN.

La France n'est pas «une filiale d'outre-mer»

En 1966, la France décidait de se retirer de l'Alliance. Beaucoup de Canadiens ont alors pensé qu'il s'agissait uniquement d'une manifestation de la politique de grandeur du général de Gaulle; c'était en fait une conséquence logique de la politique française à long terme. Dans ses *Mémoires d'espoir: le renouveau et l'effort*, de Gaulle lui-même fait état de la volonté d'indépendance des Français, lorsqu'il parle de l'Alliance atlantique comme d'une déclaration de principe «en vertu de laquelle notre défense et, par là, notre politique disparaissaient dans un système dirigé de l'étranger, tandis que le généralissime américain, installé près de Versailles, exerçait sur l'Ancien Monde l'autorité militaire du Nouveau» (*Le renouveau*, p. 15). L'invasion de la Tchécoslovaquie par les nations du Pacte de Varsovie allait toutefois modifier l'attitude française d'animosité envers l'OTAN. Depuis ce temps, des arrangements ont même été pris qui permettent à l'OTAN d'utiliser les réseaux de communications, les voies aériennes et les pipelines français, et à la France de maintenir deux divisions militaires en territoire allemand. L'impact de son retrait s'est encore résorbé ces dernières années, puisqu'elle a convenu avec l'OTAN de diriger ses armes contre certaines régions géographiques bien définies. Il demeure toutefois peu vraisemblable que la France s'implique davantage dans l'OTAN. Aucun des partis minoritaires, socialiste, communiste ou réformateur, n'est d'accord pour modifier la politique du pays. Les gaullistes, sans qui toute coalition ministérielle manquerait de fermeté, s'opposent à tout changement majeur dans la politique de défense ou la politique étrangère. Par conséquent, le seul parti susceptible d'appuyer l'OTAN est celui des républicains indépendants, dirigé par le président Valéry Giscard d'Estaing.

Encore là, l'éventualité d'un changement de politique émanant du président lui-même reste très mince. Et si Pompidou et Giscard ont toujours été plus coopératifs avec l'OTAN que de Gaulle, la devise française demeure «nous ne sommes pas une filiale d'outre-mer». Qui plus est, Giscard est obligé de conserver une atti-

tude «gaulliste» dans des questions comme celles de la défense s'il veut faire passer ses réformes libérales et économiques en France. Il a été élu pour sept ans et est sans doute le président le plus en faveur de l'OTAN qu'on puisse trouver, mais on ne saurait cependant espérer que la France se rapproche beaucoup de l'Alliance, pas plus qu'elle n'amortira toute réduction du pouvoir de l'OTAN dans le secteur méditerranéen.

Opposition à un compromis avec l'OTAN

A l'OTAN, on pense généralement que la Grèce réintègrera la structure militaire de l'Alliance une fois passée la présente vague antiaméricaine et une fois réglée la question chypriote. Des entretiens avec les dirigeants des partis grecs indiqueraient toutefois que cet espoir est lui aussi très mince, car l'atmosphère qui règne dans ce pays est en fait extrêmement hostile à l'Occident. Même le journal *Estia*, sans doute le plus virulent quotidien anticommuniste d'Athènes, proclamait au plus fort de l'affaire de Chypre: «Si l'Union soviétique peut garantir (notre intégrité territoriale), rangeons-nous de son côté».

Le gouvernement de Karamanlis maintient que la Grèce devrait rester en dehors des arrangements militaires de l'OTAN et que toute relâche des préparatifs militaires dans cette partie du monde devrait être prise en main par une autre puissance. Les autorités grecques ont pris des mesures pour consolider leurs frontières avec la Yougoslavie et la Bulgarie et elles ont placé des effectifs militaires dans les îles du Dodécanèse pour se protéger contre les Turcs.

En Grèce, les partis politiques sont répartis sur un axe gauche-droite, mais leurs attitudes convergent en ce qui concerne l'OTAN. Le Parti communiste (de l'extérieur) voudrait voir la Grèce quitter l'OTAN et adopter une politique pro-orientale. Le Mouvement socialiste panhellénique d'Andreas Papadopoulos et le Parti communiste (de l'intérieur) aimeraient que la Grèce devienne neutre vis-à-vis l'Alliance, ce qui lui permettrait d'agir comme un pivot entre les pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie. L'Union du centre dirigée par George Mavros, jouerait donc un rôle capital dans toute évolution de l'attitude grecque à l'égard de l'OTAN. Mavros soutient que l'OTAN doit évoluer et que la Grèce ne réintègrera jamais sa structure militaire. Il préconise la création d'une Alliance européenne de défense telle que celle envisagée à la fin de la Seconde Guerre mondiale.